



**Arrêté n°2024AT\_0981  
prorogeant l'arrêté n°2024AT\_0854**

**Portant réglementation**

**RD B0766**

### **LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5 ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** le Code de la route ;  
**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;  
**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;  
**Vu** l'arrêté départemental en date du 30 septembre 2024 portant délégation de signature ;  
**Vu** la demande de prorogation de l'arrêté temporaire n° 2024AT\_0854 en date du 18/10/2024 autorisant le bénéficiaire à occuper temporairement le domaine public pour des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique sur le territoire de Mauron ;  
**Considérant** que des aléas de chantier ont retardé les travaux, il importe de réglementer la circulation des véhicules sur la :

- RD B0766 du PR 0+0747 au PR 0+0629 ;
- RD B0766 du PR 0+0266 au PR 0+0442 ;
- RD 766 du PR20+0584 au PR21+0972 ;
- RD 766B du PR2+0381 au PR2+0383 ;
- RD 766 du PR21+0910 au PR21+0863 ;

sur la commune de Mauron, pendant la durée des travaux ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1**

Les dispositions de l'arrêté 2024AT\_0854 du 18/10/2024 sont prorogées jusqu'au 08/11/2024. Les prescriptions émises dans l'arrêté initial et les éventuels arrêtés successifs sont maintenus.

#### **Article 2**

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre du chantier et de la déviation.

#### **Article 3**

Le directeur des routes et de l'aménagement, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à Vannes, le 31 octobre 2024

Pour le Président du Conseil départemental,  
Le Directeur adjoint des routes et de l'aménagement

Bertrand LE FORMAL

## DIFFUSION:

- RESO
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- Le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Maire de Mauron
- Monsieur le Maire de Saint-Léry

**INFORMATIONS IMPORTANTES**

**Délais et voies de recours** : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté** : Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).